

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

HORIZONS

# Feuilleton « Modes de vie » des scénarios de Transition(s) 2050

Étude et analyse de la désirabilité, de la faisabilité  
et des conditions de réalisation des scénarios

### OBJECTIFS

Ce feuilleton « Modes de vie » explore les changements induits par les quatre scénarios prospectifs visant la neutralité carbone en 2050, conçus dans le cadre de la prospective « Transition(s) 2050. Choisir maintenant. Agir pour le climat » de l'ADEME. Elle a amené plusieurs ménages français à se projeter et à réagir sur la désirabilité, la faisabilité et les conditions de réalisation de chaque scénario.

L'originalité de l'étude est d'articuler méthodes d'enquête issues des sciences sociales et démarches de prospective. Analyser les transformations de la société qu'engendreraient chacun des 4 scénarios au prisme des « modes de vie » permet non seulement de s'intéresser aux pratiques des individus, aux significations qu'ils leur attribuent, mais également à les articuler aux opportunités techniques et au contexte socio-économique et institutionnel dans lequel elles s'inscrivent.

### MÉTHODE

Les scénarios ont d'abord fait l'objet d'**échanges avec des experts internes et externes à l'ADEME** pour traduire les enjeux nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre en problématiques concrètes, de la vie quotidienne, et décrivant quatre environnements matériels et institutionnels distincts. Pour chaque scénario, un récit a été élaboré, constitué d'un texte et d'illustrations de différents domaines (habitat, mobilité, travail, alimentation et santé, consommation, loisirs et tourisme). La présente étude s'étant déroulée en même temps que la construction des quatre scénarios, les récits présentés aux personnes enquêtées se sont parfois écartés des scénarios finaux, afin d'en faciliter l'appropriation. Néanmoins, cette étude a le mérite de présenter de manière simplifiée, contrastée et accessible les quatre types de société que dessinent les scénarios. Parallèlement, **un protocole d'entretien et une grille d'analyse ont été conçus** pour permettre d'interviewer les ménages sur la désirabilité, la faisabilité et les

conditions de réalisation de chaque scénario. **31 entretiens individuels de deux heures ont été réalisés**, présentant une grande diversité de caractéristiques socio-démographiques.

### RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS POUR L'ACTION PUBLIQUE

L'étude a permis de dégager des résultats propres à chaque scénario, permettant d'en explorer les contraintes autant que les bénéfices perçus avec le regard d'une diversité de citoyens. Elle nous renseigne également de manière transversale aux quatre scénarios. En effet, elle a permis de dégager des conditions et **des points de tensions divers, qui sont autant de points de vigilance et d'attention à investir pour construire la transition à l'horizon 2050**. Ces enseignements intéressent au premier plan l'action publique, dans la mesure où ils dessinent diverses conditions de faisabilité et de désirabilité des quatre scénarios. Ils intéressent également les cibles de l'ADEME que sont les citoyens, décideurs, organisations publiques comme privées, dans la mesure où celles-ci participent toutes de l'effort de projection et de décision afin d'engager la transition écologique.

### LES RÉACTIONS AUX SCÉNARIOS: DES SYSTÈMES DE VALEUR SOUS-JACENTS

#### Scénario 1 – Génération frugale

Parfois envisagé comme une utopie, dans le sens d'un futur souhaitable mais difficilement atteignable, voire impossible à mettre en œuvre, S1 est néanmoins controversé. D'un côté, les enquêtés mettent en exergue **de nouvelles formes de liens sociaux à inventer dans les modalités de prises de décision, relocalisées et portées par des collectifs**. De l'autre, ces nouvelles formes de prise de décision **sont appréhendées comme des formes de repli communautaire et ce au détriment de l'autonomie individuelle**. Les nouvelles pratiques de

consommation partagée et collaborative liées au levier de la sobriété font l'objet d'une controverse: perçues comme vecteur de nouvelles formes d'entraide et de solidarité, elles sont également considérées comme liberticides et comme une régression dans les aspirations à la consommation individuelle et à la propriété. Cette tension reflète des valeurs assez distinctes, polarisées autour d'une approche du progrès de la société divergente: là où d'aucuns voient des pratiques faisables favorisant de nouvelles formes d'innovations sociales portées par les collectifs, les entreprises et les collectivités et dessinant une nouvelle forme de vivre ensemble, d'autres voient une régression de l'autonomie individuelle qui affecte profondément leurs modes de vie.

## Scénario 2 – Coopérations territoriales

Les conditions collectives d'organisation de la vie sociale et économique (redéploiement des services publics dans les villes moyennes, notamment grâce à des hausses d'impôts) présentées dans ce scénario sont perçues très favorablement par les enquêtés. La transition, plus accompagnée par les institutions (et notamment par les collectivités locales) que celle du S1, **engendre une plus forte acceptation, y compris des pratiques de sobriété via la mutualisation (de lieux, véhicules ou objets)**. Comme dans S1, les pratiques de sobriété (de partage notamment) sont traversées par deux appréciations distinctes: synonymes de nouvelles valeurs, de pratiques porteuses d'un renouveau du lien social pour beaucoup, elles sont repoussées par ceux qui valorisent l'attachement à la propriété individuelle, mais également par ceux qui craignent les risques de mésusages ou d'indisponibilités des services partagés. Les outils de fiscalité sont tantôt perçus comme des outils conduisant à une austérité sur les budgets de consommation, tantôt comme des outils pour une meilleure équité sociale dans la conduite de la transition. Enfin, **la participation politique renouvelée est vue comme la voie pour construire une nouvelle forme de responsabilité collective et de nouveaux cadres d'action fondés sur des décisions collectives**. À l'inverse, dans quelques cas, elle peut être perçue comme un encadrement non nécessaire et contraignant, notamment dès lors qu'elle implique des choix restrictifs en matière de consommation.

## Scénario 3 – Technologies vertes

La réception du S3 est marquée par les controverses et débats actuels. Bien qu'il propose une très forte optimisation environnementale des modes de production, **les risques de greenwashing sont souvent relevés par les enquêtés**: les batteries des véhicules électriques, les difficultés du recyclage sont ainsi autant d'éléments régulièrement cités comme des exemples des impasses et insuffisances des technologies vertes pour répondre aux enjeux climatiques. Les solutions techniques, et les outils numériques notamment, sont perçus de manière ambivalente et divisent les enquêtés. D'un côté, ils mentionnent le risque de déshumanisation des rapports sociaux, de suppression d'emplois liée à la robotisation. Le déploiement du numérique renvoie également au risque d'une trop forte intrusion dans la vie quotidienne, voire d'un contrôle constant (suivi et limitation des consommations, y compris chez soi), ainsi qu'une méfiance à l'égard de la multiplication des données personnelles et plus encore de leur marchandisation, peu visible et peu maîtrisable par les consommateurs finaux. D'un autre côté, les outils connectés sont également perçus comme autant

d'opportunités pour aider les citoyens à une meilleure maîtrise de leur consommation quotidienne et de leur empreinte carbone. Les tenants de la consommation individuelle voient donc dans ce scénario **un modèle garantissant la continuité de leurs modes de vie actuels**. Enfin, une attention particulière aux inégalités sociales est perceptible chez les réticents à ce scénario: le système de crédit carbone, comme la robotisation d'une partie des activités et la croissance du télétravail, sont appréhendés comme des vecteurs d'inégalités, entre des populations aisées en capacité de choisir leur localisation et leur consommation et pouvant, de surcroît, acheter des crédits aux plus précaires, et ces derniers qui se trouveraient contraints dans leurs consommations. Le système est ainsi considéré comme régressif pour les catégories les plus fragiles.

## Scénario 4 – Pari réparateur

S4 peut être vu comme une continuité du S3 mais apparaît également aux enquêtés comme celui de la « science-fiction », plus précisément d'une dystopie futuriste, du fait des développements technologiques qu'il suppose. Si les consommations individuelles y sont maintenues, grâce à d'importants développements technologiques, les enquêtés apparaissent fortement frileux à l'égard de ce scénario. Cette frilosité s'exprime d'abord vis-à-vis des promesses techniques au cœur du scénario: captage et stockage carbone, voiture autonome, robotisation poussée, mais aussi production alimentaire en laboratoire sont vus comme peu matures et générateurs d'angoisse. En effet, **plusieurs répondants s'interrogent sur les impacts de ce scénario aux niveaux environnemental et social**. On retrouve chez eux l'idée que ces solutions technologiques seules ne sont pas en mesure d'apporter une réponse convaincante aux questions posées par le changement climatique, le scénario faisant penser à plus de pollutions et de déchets qu'à une diminution de ceux-ci. Quant aux risques sociaux, la poursuite de la métropolisation et la diminution de l'emploi au profit d'assistances numériques et robotisées sont assimilées à un risque de précarisation de certains emplois et d'augmentation des inégalités.

## DES CONDITIONS COLLECTIVES POUR STRUCTURER ET PILOTER LA TRANSITION

Pour que les changements de modes de vie présentés dans les quatre scénarios soient adoptés par les individus, certaines conditions relevant de l'organisation sociale, et donc d'un destin collectif, sont récurrentes dans le discours des répondants. Afin que les transitions écologiques soient désirables et souhaitables, différentes conditions apparaissent nécessaires pour accompagner et soutenir la transition des modes de vie.

**D'INDISPENSABLES INNOVATIONS DANS LES MODALITÉS DE RÉGULATION ET DE PILOTAGE DU VIVRE-ENSEMBLE: L'IMBRICATION DES ACTIONS INDIVIDUELLES DANS DES SYSTÈMES SOCIAUX, ÉCONOMIQUES ET INSTITUTIONNELS PLUS VASTES**

L'exercice de projection des « modes de vie » dans les quatre scénarios révèle l'ampleur des efforts à engager, tant sur la production que sur la consommation. **Pour conduire à une**

**transition écologique désirable et faisable, les efforts doivent être partagés entre les acteurs et ne pas reposer uniquement sur les citoyens.** Pour les répondants, il revient à l'État, et plus largement aux décideurs politiques, d'impulser les transformations à travers une volonté politique ambitieuse et ce, quels que soient les scénarios. Les entreprises dont les activités ont des impacts environnementaux plus importants que les ménages ont également un rôle à jouer. Plus spécifiquement, certains répondants considèrent que l'Etat doit d'abord aider les entreprises à réduire leurs impacts, quitte à taxer celles qui ne jouent pas le jeu.

**L'enquête montre qu'un grand nombre de changements de pratiques implique des transformations collectives afin de se développer.** Ainsi, il est plus difficile pour les enquêtés d'imaginer de nouvelles pratiques, dès lors que ces changements reposent sur des évolutions des infrastructures ou sur des changements profonds dits « de culture » ou de « mentalité ». C'est par exemple le cas de la mutualisation et de la location d'équipements (espace de vie dans la maison, usage partagé de véhicule ou d'outils de jardinage ou de bricolage...). En l'absence de règles partagées et d'accords sur les droits et devoirs de chacun, de telles pratiques apparaissent difficilement envisageables.

### TROUVER UN EQUILIBRE ENTRE LIBERTÉ INDIVIDUELLE ET ASPIRATION COLLECTIVE FACE AUX OUTILS DE POLITIQUE PUBLIQUE : L'EXIGENCE DE JUSTICE SOCIALE ET LA TRANSPARENCE AU CŒUR DES ATTENTES

Face aux changements proposés dans les quatre scénarios, les répondants reconnaissent la nécessité d'agir pour l'intérêt du collectif, qui peut entrer en conflit avec les intérêts individuels et le besoin de liberté que certains d'entre-eux expriment. Pour ceux-là, les limites posées aux libertés individuelles doivent être finement adaptées aux situations, voire personnalisées. Au travers des quatre scénarios, plus qu'un attachement au consumérisme ou à une modernité qui tiendrait à l'usage des technologies, ce sont les horizons de l'organisation de la vie sociale, des collectifs, l'approche du vivre ensemble qui resurgissent derrière les adhésions ou réticences à certains scénarios.

Dans chaque scénario, des dispositifs d'action publique permettant d'atteindre la neutralité carbone sont avancés. Or, un système identique, décliné dans quatre sociétés différentes, donne lieu à des réactions variées selon les scénarios. Le système de quotas carbone, par exemple, peut tout à la fois être perçu comme liberticide au niveau individuel,

**Ce sont les horizons de l'organisation de la vie sociale, des collectifs, l'approche du vivre ensemble qui resurgissent derrière les adhésions ou réticences à certains scénarios.**

mais salué par certains répondants comme juste, équitable et adaptable à la situation de chacun. Selon le scénario, il apparaît que ce ne sont pas les dispositifs en eux-mêmes qui sont discutés, mais leurs modalités opérationnelles de mise en œuvre.

### UNE VOLONTÉ DE RENOUVELLEMENT DES FORMES DÉMOCRATIQUES ET DES MODALITÉS DE PARTICIPATION

La participation citoyenne apparaît comme un élément important de la transition. Bien que les répondants rapportent peu d'expérience personnelle de participation, le fait d'envisager un système dans lequel ils auraient moins la possibilité de s'exprimer entraîne des réactions très négatives. Même si les individus ne s'en saisissent pas forcément, il apparaît donc important pour eux de savoir qu'ils ont la possibilité de s'exprimer et de participer aux décisions qui les concernent s'ils le souhaitent. Ce constat plaide **en faveur d'une réflexion sur un système de délibération collective permettant à ceux qui sont impactés par un changement de faire entendre leurs voix et de prendre part aux décisions prises.** Compte tenu des tensions et des débats mis à jour autour de la liberté individuelle et de la justice sociale, de la redistribution et des principes qui présideraient aux dispositifs de régulation des pratiques de consommation comme de production, les répondants formulent des attentes de renouvellement des formes démocratiques. Des formes de démocratie directe, de délibération collective transparente et tenant compte des situations particulières sont citées comme moyens de co-définir et d'instaurer des mesures de limitation et de restriction qui soient acceptables pour les individus.

